

Avortement : la mort programmée de la liberté de conscience



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 07 mars 2024

Source [Le Salon Beige] : Ils préfèrent déjà les esprits à la phase suivante. Le député des Bouches-du-Rhône Manuel Bompard (LFI) [a déclaré](#) :

«Inscrire le droit à l’IVG dans la Constitution c’est fondamental, mais ensuite la bataille continue pour faire en sorte que ce droit soit effectif».

Et de demander «la suppression de la clause de conscience» des professionnels de santé. Manuel Bompard estime que la double clause de conscience constitue

«une entrave à faire en sorte que ce droit [à l’IVG], qui est désormais reconnu dans la Constitution, puisse être effectif».

Pour étayer son propos, l’Insoumis s’appuie sur une statistique :

«Aujourd’hui, vous avez une femme sur quatre qui est obligée de changer de département quand elle veut avoir recours à l’IVG parce qu’il n’y a pas suffisamment de praticiens.»

En 2022, 17% des avortements ont été réalisés en dehors du département de résidence des patientes, d’après une étude de la direction de la recherche, des études, de l’évaluation et des statistiques (Drees).

[Lire la suite](#)

07/03/2024 01:00